

# Analyse des besoins de financement des interventions nutritionnelles basée sur les allocations budgétaires et dépenses pour la mise en œuvre du PSMN

10-11 Septembre 2024



## Rapport d'atelier

## Contexte

Le Sénégal a démontré depuis déjà quelques décennies un engagement politique très fort dans la lutte contre la malnutrition. Le pays a procédé à des réformes importantes y compris institutionnelles pour canaliser les efforts consentis en la matière. Le Conseil National de Développement de la Nutrition CNDN a récemment élaboré son deuxième Plan Stratégique Multisectoriel de la Nutrition PSMN pour la période 2024-2028 dans la perspective de l'opérationnalisation de la Politique Nationale de Développement de la Nutrition PNDN. L'absence de mobilisation des ressources financières adéquates figure parmi les défis majeurs anticipés par le CNDN dans la mise en œuvre du PSMN 2024-2028 qui enregistre d'ores et déjà un gap de financement de 136,4 milliards FCFA.

Dans la recherche d'actions tangibles pour combler ce gap, le CNDN envisage de se doter d'une stratégie de mobilisation de ressources pour un financement durable des interventions retenues dans le PSMN 2024-2028. La mise en œuvre de cette stratégie aidera le Sénégal à honorer les différents engagements à l'échelle internationale et de progresser rapidement vers la réalisation des objectifs stratégiques fixés à l'horizon 2028.

Ainsi le CNDN a sollicité l'appui technique de la plateforme de développement des capacités en financement de la nutrition FCDP en vue de la mise au point de sa stratégie de mobilisation des ressources. La FCDP est une initiative du mouvement Scaling up Nutrition (SUN) qui vise à soutenir le renforcement des capacités des pays SUN à améliorer leur accès au financement et à l'utilisation efficace des ressources afin d'accélérer l'impact sur les résultats en matière de nutrition. La plateforme est hébergée par Results for Development (R4D) en partenariat avec Health Strategy and Delivery Foundation (HSDF) et Spark Health Africa (SHA).

Dans le cadre de son appui au Sénégal, la FCDP a procédé à une analyse budgétaire de l'exécution du PSMN 2018-2023 dont les résultats permettront au CNDN de mieux comprendre le niveau et la nature des gaps de financement de la nutrition au Sénégal, les secteurs et interventions nutritionnelles correspondants ainsi que les processus de planification, d'exécution et de rapportage budgétaires utilisés par les différents ministères sectoriels pour la mise en œuvre des interventions nutritionnelles, y compris l'identification de sources de financement additionnel.

Les résultats de l'analyse budgétaire ont été discutés avec les représentants d'une dizaine de départements ministériels impliqués dans la mise en œuvre du PSMN, le Groupe de soutien des collectivités territoriales pour la nutrition et les partenaires au développement et de mise en œuvre (annexe 1) au cours d'un atelier qui s'est déroulé du 10 au 11 Septembre 2024. Une cinquantaine de participants se sont rencontrés lors de cet atelier qui visait à articuler les besoins de financement de la nutrition pour la mise en œuvre du PSMN, explorer les options de financement pérenne et élaborer des argumentaires de plaidoyer pour la mobilisation des ressources financières. Le tableau 1 ci-dessous présente la structure de l'agenda de l'atelier.

Tableau 1: Agenda de l'atelier

10 Septembre 2024	11 Septembre 2024
<p><b>Session introductive</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation des objectifs et de l'agenda de l'atelier</li> <li>• Questions de clarification et réponses</li> </ul>	<p><b>Session introductive</b></p> <p>Rappel des conclusions du jour 1</p>
<p><b>SESSION 1 : Revue des tendances de financement de la nutrition 2018-2023</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rappel des axes stratégiques et budget du PSMN 1</li> <li>• Présentation des résultats de l'analyse budgétaire PSMN 1 <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Etat d'exécution et gaps de financement</li> <li>○ Enseignements tirés de l'expérience des secteurs en matière de mobilisation des ressources pour la nutrition</li> </ul> </li> <li>• Questions et réponses</li> </ul>	<p><b>SESSION 1 : Comblent les écarts de financement du nouveau PSMN II 2024-2028</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation des perspectives de financement <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Engagements financiers du Gouvernement en faveur de la nutrition, interventions couvertes</li> <li>○ Principaux gaps et interventions correspondantes</li> </ul> </li> <li>• Discussions sur les opportunités de financement innovant publique, privé et des partenaires</li> </ul>
<p><b>SESSION 2 : Finalisation de l'analyse budgétaire 2018-2023</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Travail de groupe : Revue ministérielle des données d'exécution budgétaire</li> </ul>	<p><b>SESSION 2 : Elaboration d'un plan d'action pour la mobilisation des ressources</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Travail de groupe pour l'élaboration du plan d'action détaillé</li> </ul>
<p><b>SESSION 3 : Défis de mobilisation des ressources pour la nutrition et pistes de solution</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Panel de discussion avec le Groupe de soutien des collectivités territoriales pour la nutrition, Ministère de l'Agriculture, Ministère des Finances et du Budget</li> <li>• Plénière : partage d'expérience des ministères sectoriels</li> </ul>	<p><b>SESSION 2 : Elaboration d'un plan d'action pour la mobilisation des ressources (suite)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation et consolidation du plan d'action</li> </ul>
<p><b>SESSION 4 : Regards croisés sur le suivi des ressources</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conversation libre: partage d'expérience des ministères sectoriels et de leçons apprises du suivi des ressources financières</li> </ul>	<p><b>SESSION 3 : Elaboration d'une stratégie de plaidoyer pour le financement des interventions nutritionnelles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Identification des cibles à sensibiliser, les activités et ressources nécessaires</li> </ul>
<p><b>Session de clôture</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Points saillants des discussions de la journée</li> <li>• Messages clés à partager avec les partenaires pour le jour 2</li> </ul>	<p><b>Prochaines étapes</b></p>



## Leçons apprises

Le partage d'expérience et les riches échanges de point de vue entre les participants ont permis de tirer les enseignements suivants.

**L'alignement des objectifs des plans sectoriels avec ceux du PSMN est essentielle pour impulser la domestication de la nutrition dans les politiques sectorielles.** Les participants ont noté que les lettres de politique sectorielle n'incluaient pas toujours de dimensions nutritionnelles. Cette absence de liens explicites entre les objectifs du PSMN et ceux des départements ministériels empêchent d'appréhender le rôle de la nutrition dans l'atteinte des objectifs des politiques publiques au Sénégal. D'où la nécessité d'harmoniser les objectifs fixés dans le PSMN et ceux des politiques sectorielles afin que chaque ministère priorise les interventions nutritionnelles dans ses activités de routine.

**L'inclusion systématique de la nutrition dans les Documents de Programmation Pluriannuelle des Dépenses DPPD facilite la levée de ressources domestiques.** Les DPPD constituent un cadre de programmation budgétaire de référence pour la levée des ressources du budget d'Etat. Ils constituent des outils importants qui apportent de la prévisibilité budgétaire. Les participants ont indiqué que l'inclusion systématique de la nutrition dans les DPPD est une stratégie efficace qui permettra de sécuriser du financement public pour la nutrition à moyen terme. Pour ce faire, le CNDN devra surveiller le cycle de révision des DPPD et s'assurer que les nouvelles générations prennent en charge les interventions prioritaires par les plans d'action sectoriels des ministères. En plus, le CNDN et les départements ministériels devraient également se concerter pour l'inclusion des activités nutritionnelles dans les plans annuels de travail à chaque début de cycle budgétaire. Enfin un rappel de la nutrition dans la lettre circulaire relative à la préparation de la loi de finances envoyée par le Premier Ministère aux différents départements ministériels constitue un puissant levier pour l'allocation des ressources adéquates aux interventions nutritionnelles.

**La création de lignes spécifiques dans le budget d'Etat et des collectivités territoriales permet de sécuriser des ressources pour la nutrition et progresser vers la pérennité du financement.** Selon les participants, l'inscription de lignes spécifiques pour la nutrition dans le budget de l'Etat et celui des

collectivités territoriales constitue une bonne stratégie de mobilisation des ressources publiques. Cette pratique est déjà effective pour des domaines comme la santé. Son application à la nutrition fournit un moyen important de rehausser le financement domestique des interventions nutritionnelles, et par conséquent, un gage de pérennité.

Concernant les sources potentielles de financement, certains participants ont souligné les opportunités existantes sur les budgets spéciaux d'investissement, la coopération décentralisée notamment au niveau des collectivités territoriales.

**L'expression claire des interventions prioritaires et des liens avec les domaines de compétences des bailleurs est nécessaire pour capter leur financement.** L'articulation des besoins de financement est une étape cruciale dans l'affirmation du gouvernement dans son rôle d'orchestration du financement de la nutrition. Les discussions lors de la session consacrée aux «Défis de mobilisation des ressources pour la nutrition et pistes de solution» ont pointé la nécessité de montrer clairement la manière dont les interventions nutritionnelles contribuent à la réalisation des mandats de bailleurs qui pourraient potentiellement les financer - OMS, UNICEF, BM, PAM pour ne citer que quelques-uns.

Parallèlement, les efforts de démonstration de l'impact de la nutrition sur tous les secteurs de développement doivent être poursuivis dans le cadre du renforcement du plaidoyer en faveur d'un financement adéquat des interventions nutritionnelles.

**Des processus et outils digitaux existants peuvent être utilisés pour faciliter la collecte et le rapportage des données financières sur la nutrition.** Une bonne partie des échanges a porté sur les mécanismes de suivi budgétaire et de rapportage des informations financières sur la nutrition. Les participants ont évoqué la nécessité d'adapter les canevas actuels de rapportage financier afin d'y inclure les indicateurs pertinents sur le financement de la nutrition. Ces adaptations peuvent être rapidement déployées et ne nécessitent pas de ressources additionnelles substantielles car les ministères sectoriels disposent de processus bien établis et des solutions digitales performantes tels que DHIS pour le secteur de la santé, les plateformes développées par le Ministre de la Communication, des Télécommunications et du Numérique. Ces outils sont susceptibles de collecter les informations financières sur la nutrition simultanément avec les autres données de performance sectorielle. L'objectif est de routiniser le suivi et l'analyse de l'exécution budgétaire de la nutrition dans le pays afin de faciliter le pilotage.

**Un cadre de dialogue permanent entre le CNDN et les ministères sectoriels est nécessaire pour consolider la redevabilité.** L'appropriation du financement de la nutrition par les ministères sectoriels fait partie des étapes essentielles de l'institutionnalisation. Il s'agit d'un processus complexe de longue haleine. Les échanges entre les participants ont révélé à quel point des efforts additionnels doivent être consentis par le CNDN et les ministères sectoriels pour arriver à l'institutionnalisation de la nutrition au Sénégal. Ils ont surtout permis de mettre en lumière l'impérieuse nécessité d'un dialogue permanent entre les parties prenantes qui permettra au CNDN en tant qu'entité en charge de la coordination de la politique de nutrition, d'avoir des informations financières complètes et fiables sur les interventions nutritionnelles. Ce dialogue politique, au-delà de la formalité des échanges d'informations, constitue le

cadre structurant pour une redevabilité financière accrue. Cependant, celle-ci requiert que les parties prenantes identifient clairement les responsabilités et attentes respectives, reçoivent une capacitation institutionnelle claire pour que chaque acteur joue pleinement son rôle, s'entendent sur les mesures de performance claires, et conviennent des conséquences claires découlant des performances de chaque acteur.

## Résultats

L'atelier a été l'occasion d'affiner les données sur les dépenses nutritionnelles collectées par l'équipe FCDP auprès du Ministère des Finances et du Budget. Il a également été l'occasion de collecter des informations supplémentaires. Tous les ministères, excepté celui de Secteur Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation, ont fourni les données raffinées sur les dépenses nutritionnelles.

Les présentations faites par les équipes FCDP et du CNDN ont permis de rendre compte l'état des dépenses nutritionnelles effectuées dans le cadre de la mise en œuvre du PSMN. Les échanges au cours des différentes sessions ont permis aux parties prenantes d'avoir un consensus sur les grandes priorités du Sénégal en matière de financement de la nutrition. Ces priorités ont été consignées dans un plan décrivant les actions majeures à entreprendre et l'accompagnement requis pour leur mise en application. En outre, les participants ont élaboré une esquisse de stratégie de plaidoyer qui va guider les activités de sensibilisation en vue d'une mobilisation accrue de ressources financières nécessaires à la réalisation des interventions retenues dans le PSMN 2024-2028.

Ainsi les objectifs de l'atelier à savoir l'articuler des besoins de financement de la nutrition, l'élaboration des options de financement et des argumentaires de plaidoyer pour la mobilisation des ressources financières ont été atteints.

## Prochaines étapes

L'atelier a marqué une étape majeure dans la mobilisation des parties prenantes et la construction d'un consensus intra-gouvernemental sur les priorités en matière de financement de la nutrition grâce à l'engagement des participants et la vigueur des discussions et des propositions de solutions. Le CNDN entend s'appuyer sur l'élan généré lors de l'atelier pour relever la question du financement de la nutrition à la fois dans les discours politiques et dans la pratique des ministères sectoriels.

Pour ce faire, un certain nombre d'actions seront mises en œuvre sous le leadership du CNDN pour amplifier les résultats déjà engrangés. Il s'agit notamment :

1. Collecter les données restantes sur les dépenses nutritionnelles effectuées par les ministères sectoriels
2. Insérer les informations complémentaires recueillies dans le rapport d'analyse budgétaire
3. Elaborer et mettre en œuvre le plan de communication et de plaidoyer
4. Rédiger la stratégie de mobilisation des ressources

## Annexe 1: Liste des participants

Nom	Organisation	Fonction
Binetou Biaye	BOM	Conseillère en Organisation
Mouhamed Massy Ba	CNCR	Chargé de Projet Thies
Aminata Ndoye	CNDN	Secrétaire Exécutive
El Hadj Momar Thiam	CNDN	RSOE
Joseph Mbor Diène	CNDN	CCCSC
Malick Faye	CNDN	RFC
Mamadou Mané	CNDN	GPP
Mamadou Thiam	CONGAD	Représentant
Aboubacry Lom	FCDP	Consultant
Cheickna Toure	FCDP	Directeur de Programme
Diarra Kamara	GFF	Chargé de Liaison
Macoumba Diouf	GSCTN	Président
Amadou Djibril Diallo	GSCTN	Vice Président
Aissatou Diouf	MASAE	DAGE
Djibril Thiaw	MASAE	DAPSA
Sokhna Maimouna Fall	MASAE	DAPSA
Ahmed Fadel Bayo	MCTN	Gestionnaire
Aissatou Florence Sagna	MCTN	CEP

Abdoulaye Déthié Sarr	MESRI	CEPS
Mamadou Saidou Sow	MESRI	CEPS
Mame Fatou Dieng	METE	DAGE
Adji Rokhaya Niaye	METE	DPVE
Moustapha Ba	MFB	DPB
Adji Astou Dieng	MFS	DAGE
Diarra Boussou Mar	MFS	DGPSN
Koubby Sileye Ndiaye	MFS	CEP
Bocar Abdalallah Sall	MHA	Chargé Opérations et Suivi- Evaluation CPCSP
Momar Boucar Ndiaye	MIC	CEPSE
Singuyam Youssoupha Diouf	MIC	CEP
Aminata Ba	MJSC	CEP
Seynabou Diack	MMESS	CEP
Tiguida Keita	MMESS	DAGE
Alpha Bah	MPIMP	CEP
Amy Ndiaye	MPIMP	CEP
Awa Sy	MPIMP	DAGE
Madioula Traoré	MSAS	DPSB/DAGE
Mouhamadou Thiam	MSAS	DSME
Ndeye Yadicone Carla Mbodji	MSAS	DPRS
Ndeye Fatou Gueye	MSSC	DAGE

Ndiémé Sow	MTA	CEPSE
Oumar Diop	MTA	CEP
Youssoupha Nidaye	MTA	DAGE
Ramatoulaye Faye	MUCTAT	CEPSE
Renette Anta Pereira Borges De Almeida	MUCTAT	DAGE
Balla Diedhiou	Nutrition International	Directeur
Seydou Ndiaye	Plateforme OSC SUN	Coordinateur
Adjaratou Ndiaye	Primature	One Health
Caroline Thiam	SE-CNSA	DEPSE
Grace Ezan	SE-CNSA	Nutritioniste
Keyndou Acrachi	UNICEF	Nutrition
Idrissa Issoufi	USAID	Directeur par intérim Unité Nutrition